



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°2024-~~428~~ portant mise en demeure faite à la société ITW  
Spraytec de respecter les prescriptions applicables aux installations classées  
pour la protection de l'environnement exploitées sur le territoire de la  
commune de Vireux-Molhain**

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : « Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont repérées conformément aux règles en vigueur » ;

**Vu** l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : « Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour. » ;

**Vu** l'article 25-VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : « Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 octobre 2012 à la société ITW Spraytec pour l'exploitation d'une installation de conditionnement d'aérosols de produits de maintenance industrielle avec des gaz inflammables sur le territoire de la commune de Vireux-Molhain, rue Pasteur, concernant notamment les rubriques 1414-1 et 1421-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E2-NiM/DeF-N°24/194, du 3 juin 2024 établi à l'issue de la visite d'inspection du 16 mai 2024 ;

**Vu** la copie du rapport de l'inspection de l'environnement portée le 18 juin 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 18 juin 2024 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par l'exploitant dans le délai imparti.

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite du 16 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- a. les tuyauteries contenant des matières dangereuses ne sont pas repérées conformément aux règles en vigueur ;
- b. le plan sur lequel sont reportés les parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses n'est pas à jour ;
- c. la rétention située au niveau de l'aire de déchargement est dégradée par endroits et n'est manifestement pas étanche ;

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 25-V et 25-VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où :

- la méconnaissance des produits transitant dans les tuyauteries pourrait être un facteur aggravant pour les personnels du SDIS en cas de sinistre,
- l'absence de rétention peut occasionner en cas d'épandage de produits polluants, une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution ;

4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ITW Spraytec de respecter les prescriptions et dispositions des articles 25-V et 25-VI de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : identification des tuyauteries et mise à jour du plan**

La société ITW Spraytec, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro SIREN 321 995 367 et dont le siège social est situé 38-42 rue Gallieni à Asnières-sur-Seine (92600), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Vireux-Molhain, les dispositions de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en repérant les tuyauteries contenant des matières dangereuses conformément aux règles en vigueur et en mettant à jour le plan sur lequel figure le parcours de ces tuyauteries dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 : remise en état de la rétention**

La société ITW Spraytec, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro SIREN 321 995 367 et dont le siège social est situé 38-42 rue Gallieni à Asnières-sur-Seine (92600), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Vireux-Molhain, les dispositions de l'article 25-VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en remettant en état la rétention située au niveau de l'aire de déchargement dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3 : sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 4 : délais et voies de recours**

En application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

**Article 5 : droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 6 : publicité**

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

**Article 7 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société ITW Spraytec et dont une copie sera transmise pour information au maire de Vireux-Molhain.

Charleville-Mézières, le **08 JUL. 2024**

le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Joël DUBREUIL

